

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du Mercredi 18 Décembre 2019

Effectif du conseil communautaire : 126 membres

Membres en exercice : 126

Quorum exigé : 64

Membres présents : 76

Pouvoirs : 14

Membres votants : 90

Date de la convocation : 12/12/19

L'an deux mil dix-neuf et le mercredi 18 décembre à 18h00, les membres du conseil communautaire de l'Intercom Bernay Terres de Normandie régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Beaumont le Roger sous la présidence de Monsieur Jean-Claude ROUSSELIN.

Etaient présents : Monsieur AGASSE Francis, Monsieur ANNEST Patrick, Monsieur ANTHIERENS André, Monsieur BARON Marc, Monsieur BELLIES Albert, Monsieur BEURIOT Valéry, Madame BINET Brigitte, Madame DUTOUR Martine, Monsieur BOUGET Daniel, Monsieur BONNEVILLE Jean-Noël, Madame CANU Françoise, Monsieur CAPPELLE Hubert, Madame CARISSAN Béatrice, Monsieur CHALONY Gilbert, Monsieur CHAUVIN Pierre, Monsieur CHOLEZ Manuel, Monsieur CIVEL Dominique, Monsieur CROMBEZ Guillaume, Monsieur DAVID Jean-Luc, Monsieur DELAMARE Frédéric, Monsieur BAUDUIN Pierre, Monsieur DESCAMPS Joël, Monsieur DESCAMPS Alain, Monsieur JOUEN Guy, Monsieur DESHAYES Edmond, Monsieur DITSCH Pascal, Monsieur DORGERE François, Madame DROUIN Colette, Monsieur DUTHILLEUL Jean, Madame DODELANDE Claudine, Madame EPINETTE Jocelyne, Monsieur FINET Pascal, Monsieur FORCHER Bernard, Monsieur GOBRON François, Monsieur GRAVELLE Nicolas, Monsieur GROULT Daniel, Monsieur GROULT Jean-Louis, Monsieur HAUTECHAUD Patrick, Madame HESSE Francine, Madame MARGUERITE Ana, Monsieur JUIN Jean-Bernard, Monsieur KIFFER Daniel, Monsieur LE BAILLIF Jacques, Monsieur LE ROUX Jean-Pierre, Monsieur LEBOURGEOIS Alain, Madame LECLERC Marie-Françoise, Madame LECONTE Anne-Marie, Monsieur LECOQ Didier, Monsieur LESEUR Michel, Monsieur LHOMME Patrick, Madame MABIRE Dominique, Monsieur MADELON Jean-Louis, Monsieur MALARGE Pierre, Monsieur MALCAVA Didier, Monsieur MALHERBE Yannick, Madame MARESCAL Josiane, Monsieur MATHIERE Philippe, Monsieur MEZIERE Georges, Monsieur MONTIER Jean-Noël, Madame NADAUD Nadia, Monsieur PERDRIEL Daniel, Monsieur PIQUENOT Olivier, Monsieur PREVOST Jean-Jacques, Monsieur PREVOST Lionel, Madame ROCFORT Françoise, Madame RODRIGUE Colette, Monsieur ROEHM Sébastien, Monsieur ROUSSELIN Jean-Claude, Monsieur RUEL Yves, Monsieur SAMPSON Jean, Monsieur SCRIBOT Frédéric, Monsieur SOURDON André, Madame VAGNER Marie-Lyne, Madame VATINEL Martine, Monsieur VILA Jean-Louis, Monsieur WEBER Claude.

Etaient absents/excusés : Monsieur ADELIN Jean-Michel, Madame ANGOT Josiane, Monsieur AUBRY Bernard, Monsieur AUGER Michel, Madame AUGUSTIN Jeanine, Monsieur BAISSÉ Christian, Monsieur BEAUFILS Lionel, Monsieur BENMOKTAR Ludovic, Monsieur BETOURNE Dominique, Monsieur BIBET Pierre, Madame BLOTIERRE Julie, Monsieur BOISSIERE Bernard, Monsieur BONAMY Jean-Hugues, Monsieur BORDEAU Jean-Pierre, Monsieur CAVELIER Sébastien, Monsieur DAVION Olivier, Madame DRAPPIER Michèle, Monsieur FROIDMONT Pascal, Monsieur GIBOURDEL Jean-Pierre, Monsieur GIFFARD Franck, Monsieur LAIGNEL Pascal, Monsieur LELOUP Gérard, Madame LEMOINE Béatrice, Madame LEROUGE Valérie, Monsieur MADELAINE Pascal, Monsieur MILBERGUE Joël, Madame MONTHULE Julie, Madame POTTIER Lydie, Monsieur SZALKOWSKI Denis, Monsieur THIBAUT-BELET Patrick, Madame TURPIN Annie, Madame VAN DEN DRIESSE Agnès, Madame VANDERHOEVEN Sandrine, Monsieur VAN DEN DRIESSE André, Madame VARANGLE Ingrid, Monsieur VOISIN Jean-Baptiste.

Pouvoirs : Monsieur DANIEL Jean-Claude pouvoir à Madame NADAUD Nadia, Madame DECLERCQ Florence pouvoir à Monsieur FORCHER Bernard, Monsieur FEDERICI Michel pouvoir à Monsieur MATHIERE Philippe, Monsieur FILET Gérard pouvoir à Monsieur GRAVELLE Nicolas, Madame GUITTON Sylvie pouvoir à Monsieur LE ROUX Jean-Pierre, Monsieur HEUTTE Yvon pouvoir à Madame MARESCAL Josiane, Monsieur JEHANNE Eric

pouvoir à Madame CANU Françoise, Madame LEROUVILLOIS Janine pouvoir à Monsieur CHOLEZ Manuel, Monsieur MORENO José pouvoir à Madame BINET Brigitte, Madame PETIT Danièle pouvoir à Monsieur MONTIER Jean-Noël, Monsieur PORTAIS Alain pouvoir à Monsieur BEURIOT Valéry, Monsieur PRIVE Bruno pouvoir à Monsieur MEZIERE Georges, Monsieur SANDIN Christopher pouvoir à Monsieur SOURDON André, Monsieur VAMPA Marc pouvoir à Monsieur DORGERE François.

Délibération n° 244/2019 : Montant des redevances d'Assainissement Non Collectif

Monsieur le Président rappelle que le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui fait donc l'objet d'un budget annexe qui doit s'équilibrer en recettes et en dépenses.

Pour équilibrer les dépenses, conformément aux articles R2224-19 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire doit instaurer des redevances, objet de la présente délibération.

Monsieur le Président rappelle que les tarifs en vigueur avaient fait l'objet d'une harmonisation par délibération n°36/2018 du 5 avril 2018.

La redevance pour le contrôle de l'entretien et du bon fonctionnement sans convention d'entretien avait alors été fixée comme suit :

| | |
|--|-----------|
| - Installation inférieure ou égale à 20 EH (équivalent habitant) | 32 €/an |
| - Installation entre 21 et 100 EH | 64 €/an |
| - Installation de 101 EH et plus | 1818 €/an |

En fonction des résultats des exercices budgétaires précédents, de la nécessité de réaliser un nombre important de contrôles à court terme afin de respecter la périodicité maximale de 10 ans, de la volonté d'épurer les impayés sur la gestion financière et des conclusions de l'appel d'offres permettant de sous-traiter la partie technique de ces contrôles, il est à ce jour possible de diminuer le montant de cette redevance.

Ainsi, il est proposé d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2020, de nouveaux montants comme suit :

| | |
|--|---------|
| - Installation inférieure ou égale à 20 EH | 29 €/an |
| - Installation entre 21 et 100 EH | 58 €/an |
| - Installation de 101 EH et plus | 87 €/an |

Le tarif s'applique par installation. Cependant, lorsque sur une même unité foncière, avec le même propriétaire, un même site privé dispose de plus de 10 installations d'assainissement non collectif, il est proposé dans la cadre de la présente réévaluation d'appliquer un coefficient correcteur de 0,25 à la redevance, avec un montant plancher de 290 €, tenant compte du fait que le déplacement et la préparation est dans ce cas présent mutualisé à l'ensemble des installations présentes sur le site.

Par ailleurs, Il est proposé de reconduire le même montant pour les redevances suivantes :

- Contrôle de conception : 100 € facturé au propriétaire du projet (hors usagers déjà assujettis à la redevance pour contrôle de bon fonctionnement) ;
- Contrôle de réalisation d'une installation neuve : application de la redevance annuelle au propriétaire à partir de l'année suivant la réalisation du contrôle.

Monsieur le Président rappelle qu'en date du 28 juin 2018, le Conseil Communautaire a harmonisé les modalités de services rendus pour l'entretien des installations d'assainissement non collectif. Deux options sont alors proposées :

- Un entretien portant uniquement sur la réalisation de prestations de vidanges, facturé à la prestation, à partir d'un marché à bons de commande, et dont les modalités feront l'objet d'une prochaine délibération.
- Un entretien complet de la filière comprenant les vidanges, un passage préventif au maximum tous les deux ans, des interventions curatives si nécessaire, et la redevance annuelle pour le contrôle de bon fonctionnement. Le montant de cette prestation est établi à 110 € / an, majoré selon certaines spécificités techniques telle que le type de filière ou le volume des ouvrages de prétraitement. Pour

tenir compte des problématiques d'entretien sur ces installations, il est proposé de réévaluer comme suit :

- Majoration complémentaire de 60€ / an pour équilibrer la prestation d'entretien sur des installations conséquentes comme décrit dans le tableau ci-après ;
- Majoration complémentaire de 120 € / an pour équilibrer la prestation d'entretien sur des installations à partir de 21 EH.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les montants et modalités d'application des redevances d'assainissement non collectif.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-8 et suivants, et les articles R2224-19 et suivant ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L1331-1-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2017 fixant les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'Assainissement Non Collectif ;

Vu l'instruction budgétaire M49 ;

Vu les statuts de l'Intercom Bernay Terres de Normandie ;

Après avoir entendu l'exposé précédent, après débat et délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés des membres présents et représentés :

✓ **FIXE** le montant des redevances d'assainissement non collectif comme suit :

| Type de service | Redevance (en €, sans TVA) | Emission de la facture <i>Les factures seront émises au moyen d'un titre de paiement par la Trésorerie de Bernay.</i> |
|---|---|--|
| Contrôle d'entretien et de bon fonctionnement, contrôle de réalisation, sans convention d'entretien, par installation traitant une charge brute de pollution : 1/ Inférieur ou égale à 20 EH : 2/ entre 21 EH et 100 EH : 3/ 101 EH et plus : <u>Pour les sites disposant de + de 10 installations :</u> Coefficient correcteur appliqué Montant plancher | 29 € / an / installation 58 € / an / installation 87 € / an / installation 0,25 290 € | La facture sera émise dans le courant de l'année N au propriétaire de l'installation au 1 ^{er} janvier de l'année N |
| Entretien – entretien complet de l'installation conformément à la convention d'entretien signée avec l'utilisateur, ainsi que le contrôle de bon fonctionnement (selon modalités définies par convention) Base : Majoration dans les cas suivants : - Filière agréée ou Prétraitement supérieur à 6,5 m ³ - ANC à partir 21 EH et plus | 110 € / an / installation + 60 € / an / installation + 120 € / an / installation | La facture sera émise dans le courant de l'année N au propriétaire de l'installation au 1 ^{er} janvier de l'année N |
| Contrôle de conception, de l'implantation des installations neuves | | Le pétitionnaire en sera informé lors de |

| | | |
|---|--|---|
| 1/ Inférieures ou égales à 20 EH : 2/ de 21 EH et plus : | 100 € / installation 200 € / installation | l'instruction de son dossier, et un titre de perception sera adressé au propriétaire du projet. |
| Contrôle de bon fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif dans le cadre de la vente du bien immobilier et dont le dernier contrôle date de plus de 3 ans, selon le délai de transmission choisi par le demandeur : <ul style="list-style-type: none"> supérieur à 15 jours inférieur ou égal à 15 jours | 90 € / installation 180 € / installation | Le délai court à compter de la réception du formulaire signé par le demandeur et s'arrête à l'envoi du rapport par nos services |
| <p>En cas d'impossibilité d'accès du SPANC à la propriété privée (article 1331-11 du Code de la Santé Publique), impossibilité liée soit au refus de l'usager, soit à l'absence de réponse pour la réalisation de notre contrôle, ou de la prestation d'entretien (pour les usagers signataire d'une convention) malgré plusieurs avis de visite, un montant équivalent au montant de la redevance, majoré de 100% sera facturé en application de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.</p> <p>Le montant de la redevance pris en compte correspondra au service qui doit être rendu (contrôle de bon fonctionnement, entretien, ou contrôle de réalisation).</p> | | |

Résultats du vote au scrutin ordinaire :

| Présents | Pouvoirs | Votants | Abstentions | Suffrages exprimés | Contre | Pour |
|----------|----------|---------|-------------|--------------------|--------|------|
| 76 | 14 | 90 | 0 | 90 | 0 | 90 |

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du président de l'Intercom Bernay Terres de Normandie, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un délai de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Jean-Claude ROUSSELIN.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200066413-20191218-244_2019-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2019

Affichage : 23/12/2019